

injustifiable

dant la campagne contre la Communauté Européenne de Défense et ensuite contre l'Union Européenne, le P. C. F. étouffa en son sein tous les élans des militants qui voulaient placer la lutte sur le terrain anticapitaliste. Le P.C.F. n'a-t-il pas là encore servi de force d'appoint aux capitalistes anticédistes ?

Le mot d'ordre d'Indépendance Nationale, dans un pays hautement développé, né de la cervelle révisionniste de Staline, ne conduit-il pas, tout droit, à la transformation du P.C.F. et des travailleurs, en force d'appoint de la bourgeoisie ?

La politique algérienne de Thorez ne se différencie pas essentiellement de celle des capitalistes éclairés. Les mili-

tants anticolonialistes ne sont-ils pas ainsi invités à jouer le rôle de force d'appoint des libéraux ?

Le vote des pouvoirs spéciaux de mars 1956, la poignée de main à Chaban-Delmas étaient-ils autre chose que l'illustration tactique de cette ligne stratégique ?

D'où vient, tout à coup, alors la susceptibilité thorzéenne ?

Le P.C.F. aurait-il changé de ligne ? Cela se saurait et aurait transpiré dans les textes du XV^e Congrès ?

Alors quelle est la véritable raison de la dérobade de la Fédération de Paris et de l'U.D. C.G.T. décidée par Thorez ?

LE RESPECT DE LA LEGALITE

En réalité le secrétaire général avait beaucoup plus peur, que la manifestation, sous l'effet de la répression policière, prenne un tour « gauchiste », comme il le dit, que d'être à la remorque d'autres formations.

Le gouvernement n'aurait pas laissé manifester au cœur de Paris et de plus dans un périmètre interdit, ce qui aurait eu pour effet de durcir la volonté des travailleurs et les militants. Et Thorez ne craignait pas moins le durcissement des militants de son propre Parti que celui des autres.

Tout naturellement, Thorez se serait vu dans l'obligation après la manifestation d'affronter beaucoup plus réso-

lument De Gaulle, orientation qui n'est pas celle définie par le XV^e Congrès. A Zyromski, qui faisait des objections sur le légalisme des thèses proposées au XV^e Congrès, R. Guyot, porte-plume du secrétaire général pour la circonstance, répondait dans la Tribune de discussion de « l'Humanité » : « Si le camarade Zyromski a raison de dire qu'il faut chercher, utiliser, exploiter à fond le terrain légal de la démocratie, il ne devrait pas craindre de s'y confiner, de s'y enliser. »

C'est parce que la manifestation de la Bastille aurait mis en cause dans l'immédiat la politique légaliste de temporisation envers De Gaulle que la direction du P.C.F. a voulu l'écarté-

LA PORTEE D'UNE MANIFESTATION CENTRALE

Loin de permettre la provocation, un rassemblement central aurait autrement impressionné le gouvernement et les fascistes que les manifestations locales. Il aurait facilité le développement de l'Unité d'Action contrairement à ceux qui pensent qu'il était prématuré.

La dérobade, et le mot n'est pas assez fort, sur laquelle les dirigeants réformistes ont sauté comme une aubaine, alimente les campagnes anti-

unitaires de Forestier et de quelques autres.

Enfin, dernière considération qui n'est pas la moins importante, c'est en s'insérant dans un mouvement réel, ayant une certaine spontanéité, que le P.C.F. par sa seule présence pouvait, en pratiquant une politique exempte de sectarisme et d'opportunisme, jouer un rôle déterminant dans la coalition.

R. MERLIN.

PRESENTATION DES « DESESPÉRÉS »

Les dirigeants du P.C.F. ont l'habitude de traiter de toutes sortes de noms ceux qui expriment dans les faits ou en paroles des désaccords avec leur ligne politique.

Les éléments les plus décidés au moment de la manifestation des rappelés étaient des « provocateurs », terme choisi que l'on ressort à toute époque où les difficultés se présentent.

Les signataires de l'Appel des 121, eux, sont des « désespérés ». C'est J.-L. Vigier, qui après les dirigeants, s'est chargé de l'écrire dans l'Humanité.

Des « désespérés » ceux qui ont agi en alliance avec le F.L.N. dans une perspective révolutionnaire, selon les propres paroles de France Bernard, rapportées dans le Monde ! Des désespérés ceux qui avec Micheline Pouteau, condamnée à 10 ans de prison, déclarent : « ...Contre cette entreprise, pour sauvegarder la démocratie en France, comme la justice en Algérie, il n'y a qu'une réponse, c'est le refus du peuple français de porter les armes contre le peuple algérien qui accomplit sa libération nationale, étape nécessaire sur la route de la révolution totale.

C'est dans cette perspective que s'inscrit mon geste, qui n'est pas d'une individualiste bourgeoise, poussée seulement par des impératifs moraux, c'est le geste d'une avant-garde révolutionnaire.

Le peuple français, en accord avec le peuple algérien, imposera une paix juste et définitive, par les moyens de masse qui lui sont propres, mais mon geste de solidarité avec un peuple révolutionnaire est un acte d'espoir en l'avenir ».

Des désespérés ainsi, ceux qui s'alignent avec les ennemis de l'impérialisme français dans la perspective du renversement de l'ordre bourgeois ! »

Ces propos seraient comiques, s'ils ne venaient de ceux qui, reculant devant le tabou de la Communauté française, ne songent qu'à rapetasser le capitalisme.